On sait, par contre, que le leader irakien avait déchiré, en direct à la télévision, le texte des accords de paix conclus avec le shah d'Iran à Alger en 1975. Outre qu'ils devaient souder le front des pays producteurs et exportateurs de pétrole, ces accords avaient mis fin au conflit opposant Baghdad et Téhéran à propos de Chott El Arab, à l'endroit où le Tigre et l'Euphrate se jettent dans le golfe Persique. Tactiquement, Saddam en tira grand profit ; il pouvait museler la rébellion kurde soutenue par l'Iran au Nord et provoquer la fuite de Barzani contre si peu : astreindre Khomeiny, alors réfugié chez lui, à se taire. Le panarabisme du Baâth irakien et ses prétentions au leadership arabe ne devaient par ailleurs souffrir d'aucune contestation, ni de concurrence. Or, la médiation algérienne avait toutes les chances de réussir : elle était assise sur un bon dossier et conduite d'une main de maître. De plus, Saddam ne pouvait sincèrement et durablement se départir de sa conviction qu'un Arabe ne peut pas arbitrer un conflit entre un Arabe et un non-Arabe, convaincu qu'il était que «l'ennemi d'un pays Arabe est l'ennemi de tous les Arabes».

La piste irakienne

L'attitude des responsables irakiens de l'époque ne concourt donc pas à les disculper. Loin de là. Ils se contentèrent de rejeter les accusations iraniennes dans un communiqué des plus sommaires. Même feu Bachir Boumaza, ex-président du Conseil de la Nation, dont on ne peut douter de l'amitié sincère qu'il portait au régime de Saddam et de l'aversion qu'il ressentait pour les mollahs, avoue «trouble» et «soupçon».

Un détail l'intrigue au point d'en faire part ouvertement à Tarek Aziz, le puissant chef de la diplomatie irakienne : son absence aux funérailles de Benyahia ! «Je comprends à vos questions que mes propos ne vous ont pas totalement convaincu», lui avait alors déclaré Tareq Aziz.

Boumaza conclut son compte-rendu de l'entretien avec le responsable irakien par des propos quelque peu amers : «Même si Baghdad arrivait à convaincre de sa bonne foi le gouvernement algérien, il lui resterait à dissiper le malaise ressenti dans le public, même en Irak, à la suite de double drame, la disparition de toute une équipe de médiateurs et, avec eux, celle des espoirs de paix que leur voyage avait soulevés.»[4]

Ahmed Taleb Ibrahimi, successeur de Benyahia aux affaires étrangères, et qui avait pris le relais de l'enquête sur les conditions de l'accident, est aujourd'hui encore frappé par la froideur des réactions de Saddam au faisceau de preuves réunies par les enquêteurs algériens. Le leader irakien ne lui opposa que distance et silence. Or, qui ne dit rien consent. La piste iranienne est enfin suggérée par Tareq Aziz lui-même. C'est ce qui fait d'ailleurs sa faiblesse. Elle repose sur l'affirmation que le missile soviétique dont on a retrouvé des morceaux avec l'épave de l'avion détruit était également fourni aux Iraniens par les Libyens, les Syriens et les Coréens.

L'accusation ne semble pas tenir. Quel intérêt ont ces trois Etats à assassiner un médiateur que Khomeiny, habituellement réfractaire, avait pourtant consenti à recevoir et à entretenir longuement ? Ceux qui évoquent la piste syrienne indiquent que Damas avait intérêt à nourrir la guerre et à voir son encombrant voisin s'y empêtrer, mais aucun fait matériel ne vient asseoir leurs assertions.

Il reste la piste israélienne. Elle repose sur trois indices : primo, l'assistance logistique et technique d'Israël à l'Iran, plus particulièrement dans les secteurs sophistiqués de l'aviation et des missiles (les Iraniens réussirent à obtenir d'Israël des pièces détachées de chars M-48 et M-60) ; secundo, l'assassinat en 1948 d'un autre médiateur, le comte Bernadotte, et tertio, l'opposition foncière de Tel-Aviv à toute paix qui permettrait à l'Irak de reconstruire son potentiel économique et militaire et assoirait le pouvoir clérical de Téhéran.

En attendant que l'Histoire livre tous ses secrets, il revient à notre pays de rendre à Benyahia toute la place qu'il mérite dans la glorieuse Histoire de la construction de l'Etat (et non des pouvoirs étroits qui l'ont par moment pris en otage, comme au temps du coup d'Etat).

«On a englouti l'Histoire pour effacer le nom des acteurs (…). Chez nous, l'hommage n'est rendu qu'aux morts... Et pourtant, il est des morts qui dérangent et dont on craint l'ombre», écrivait feu M'hamed Yazid, le 4 mai 1993, dans une évocation du souvenir de Mohamed Seddik Benyahia. Il ne pouvait pas si bien dire.

A. B.

Ce texte est une version développée et enrichie d'une contribution-hommage publiée sous forme de chronique du mardi, il y a un an.

Notes :

(1)Benjamin Stora-*Zakya Daoud : Ferhat Abbas, une autre Algérie*, Casbah Editions, 1995, pp. 330-331.

(2) Daho Ould Kablia, *Les Accords d'Evian : Contacts, négociations et pourparlers algéro-français durant la lutte de libération nationale (1954-1962)*, Conseil de la Nation, Alger 2011, pp. 9-31.

(3) Jean Leca et Jean-Claude Vatin, *L'Algérie politique : institutions et régimes*, Presses de la Fondation des sciences politiques, Paris 1975, p. 252.

(4) On retrouvera un exposé détaillé de la version de Tareq Aziz dans le livre de Bachir Boumaza, *Ni émir ni ayatollah*, pp. 276-277.

CE MONDE QUI BOUGE

Les oubliés de la campagne électorale et du 1er Mai

Par Hassane Zerrouky

D'abord, tour d'horizon maghrébin sur la fête du 1er Mai. A Tunis, à l'appel de l'UGTT, de l'Union des travailleurs tunisiens (UTT) et de la Confédération générale des travailleurs tunisiens (CGTT), des dizaines de milliers de Tunisiens ont manifesté pour «l'emploi, la liberté et la dignité».

Au Maroc, Casablanca, Rabat, Marrakech et dans plusieurs villes du royaume, des dizaines de milliers de travailleurs ont marché dans la rue à l'appel des principales organisations syndicales, notamment la Confédération démocratique du travail (CDT), l'Union marocaine du travail (UMT). Face aux projets de casse sociale – entre autres le projet de loi sur l'exercice du droit de grève préparé par le gouvernement islamiste du Premier ministre Abdelilah Benkirane et la remise en cause de l'âge du départ à la retraite – les centrales syndicales se sont dites déterminées à les mettre en échec.

Dans ce Maghreb en lutte, l'Algérie ferait-elle exception ? Chez nous, la fête du travail est passée presque inaperçue. Pas de marches de travailleurs dans les rues, pas de défilés revendicatifs. Rien. Hormis ce constat dressé par l'UGTA qui a choisi de la célébrer à Tamanrasset, d'un bilan social globalement positif où l'on s'est plu à souligner l'efficacité du dialogue social ! Ah bon ! Mais alors toutes ces grèves, ces conflits sociaux, ça signifie quoi ?

Ensuite, dans la campagne électorale en cours, aucun des 40 partis en lice n'a évoqué le sort des six diplomates algériens aux mains du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao).

Pas un mot de solidarité, pas un appel à leur libération, rien. Comme s'ils étaient des ressortissants d'un autre pays. Certes, la libération des otages algériens est de la responsabilité des autorités nationales, mais elle relève également de la responsabilité des partis, de la société civile et des citoyens. Observer le silence sur ce rapt encourage de fait les ravisseurs.

Dans le reste de l'actualité, il y a ce vaste mouvement des 4 700 prisonniers palestiniens dont 138 enfants, détenus en Israël. Depuis le 17 avril, ils sont en grève de la faim en signe de protestation contre les conditions humiliantes de leur détention, l'isolement carcéral, la détention administrative, pratique consistant à emprisonner des Palestiniens sans jugement pour des périodes indéterminées, et les sévices et autres traitements dégradants.

Ces oubliés du printemps arabe luttent dans un silence médiatique assourdissant. Qui plus est, la solidarité arabe n'est pas au rendez-vous. La détermination mise par le Qatar et l'Arabie saoudite – pour ne citer que ces deux pays — pour en finir avec le régime de Bachar Al-Assad en Syrie, en finançant et armant une partie de l'opposition syrienne, n'a d'égale que leur silence à l'égard des Palestiniens et de la politique de soutien de leurs maîtres américains à l'endroit d'Israël. Avez-vous entendu ces deux pays émettre publiquement ne serait-ce qu'un doute sur l'appui sans condition de Washington à Tel Aviv ?

Enfin terminons sur les rapports entre Alger et Paris. En fin de mandat, l'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt, a estimé dans certains journaux qu'il faut aller vers une «refondation» des relations entre les deux pays. Je ne sais pas ce qu'il entend par refondation. Mais toujours est-il que la normalisation des relations entre les deux pays n'a aucune chance d'aboutir tant que la droite française est aux affaires. Bien plus, est-ce que des rapports trop privilégiés avec la France dans un contexte international en mutation rapide est une bonne chose pour l'Algérie ? Je n'en suis pas certain.

H. Z.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Solidarité avec les journalistes sahraouis

Le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui a organisé, hier, une rencontre entre les professionnels des médias sahraouis et algériens.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Une initiative qui intervient la veille de la célébration annuelle de la Journée internationale de la presse.

«Le rôle de la presse est éminemment important pour le peuple sahraoui. En plus de la colonisation et de l'oppression, ce peuple est sous le coup d'un embargo médiatique imposé par l'ensemble des grands internationaux qui s'avèrent être les alliés du colonisateur marocain», a souligné Mohamed Mahrez Lamari, président du CNASPS.

Mbarka El Mahdi, journaliste et écrivaine sahraouie, a, elle aussi, dénoncé l'absence de médiatisation des actes de violences qui se déroulent quotidiennement dans les territoires sahraouis sous occupation marocaine.

«Il faut savoir que les populations qui vivent au Sahara occidental occupé n'ont aucun moyen d'expression. Contrairement à la Palestine, où l'occupant israélien tolère les radios et les télévisions et les journaux, l'occupant marocain interdit la création des médias. C'est une situation intolérable mais qui n'a jamais été dénoncée par les pays occidentaux et les grands médias internationaux», a indiqué Mbarka El Mahdi.

Présent lors de cette cérémonie, l'ambassadeur de la République du Sahara occidental à Alger a rendu hommage «à la presse algérienne qui reste la principale tribune de la cause sahraouie».

T. H.